

La nuit des morts-vivants industriels

LE POINT DE VUE D'AUGUSTIN LANDIER ET DAVID THESMAR

Réindustrialisation », « France des usines » : ces slogans sont aujourd'hui le dénominateur commun des candidats à l'élection présidentielle. Des incantations qui flattent le volontarisme politique et chantent la nostalgie des années Pompidou. Mais à une époque où le bien-fondé de chaque euro de dépense publique doit être scruté de près, il convient de distinguer le fantasme du réel.

Commençons par un double constat. Premièrement, la crise actuelle conclut un basculement de l'industrie manufacturière vers des activités plus dématérialisées. Le niveau d'actifs tangibles au bilan des sociétés cotées américaines a diminué de moitié depuis les années 1980. Le « zéro capital physique » ne doit pas être vu comme une pathologie française ; c'est une évolution de fond. Bien que les politiques continuent d'entretenir la nostalgie des cheminées qui fument, les industriels l'ont, eux, bien compris : il s'agit moins de produire, que de faire produire, de savoir vendre le produit et surtout les services qui l'accompagnent. Il faut donc accompagner et non combattre le basculement de l'économie française dans l'immatériel.

Deuxième constat : les gains de productivité du secteur manufacturier, qui ont fait l'euphorie des décennies d'après-guerre, ne sont plus là. Dans son dernier livre, l'économiste Tyler Cowen rappelle, chiffres à l'appui, que depuis les années 1970, le rythme de l'innovation technologique s'est fortement ralenti : l'ère des innovations « faciles » (le tout-à-l'égout, l'électricité, le moteur à essence, l'aviation, l'énergie nucléaire, le téléphone) est terminée, tout est maintenant concentré dans l'informatique et l'Internet. Or les innovations liées à Internet (Google, Facebook, Ebay) créent très peu d'emplois, même si elles changent la vie des gens.

Comment définir les axes d'une politique industrielle moderne ? Une première piste consiste à mieux organiser le développement économique des secteurs non-marchands. L'éducation, la santé, les transports sont des secteurs qui vont prendre une place plus importante dans l'emploi. Leur logique économique

intérêts ne coïncident pas forcément avec ceux du pays : les emplois de demain sont dans l'informatique, le tourisme, la logistique, et non dans la sidérurgie ou l'automobile. Pour éviter le clientélisme et la capture, il est crucial que tout dispositif de politique industrielle soit « biodégradable » : certaines

Les emplois de demain sont dans l'informatique, le tourisme, la logistique, et non dans la sidérurgie ou l'automobile.

s'appréhende de manière plus complexe. Par exemple, pour que l'excellence soit récompensée, il faut davantage assumer la logique concurrentielle dans des secteurs sans but lucratif (comme l'université ou l'hôpital). Il faut affiner les mesures de performance : même dans des espaces collaboratifs comme la recherche fondamentale, on peut mesurer l'impact d'un travail sur les travaux suivants. Il faut aussi permettre aux secteurs de l'éducation et de la santé de se tourner vers les économies émergentes et ayant une véritable stratégie d'exportation de services qui participe à leur financement.

Un second enjeu de la politique industrielle de demain est sa capacité de résistance au lobbying et à la capture : Les grandes entreprises industrielles, souvent épaulées par leurs ministères de tutelle, militent pour des dispositifs de soutien à leur activité (crédit impôt-recherche, barrières anti-concurrentielles, soutien à l'emploi en France). Elles sont là dans leur rôle mais les politiques doivent prendre conscience que leurs

idées fonctionneront, d'autres pas. L'action publique en matière industrielle comme ailleurs doit pouvoir expérimenter sans créer des intérêts particuliers irréversibles. Il faut donc pour chaque nouvelle initiative mettant en jeu des fonds publics créer les mécanismes qui la débrancheront automatiquement en cas d'échec. L'administration doit pour cela utiliser l'évaluation et l'expertise indépendante, moins inféodée aux intérêts en place.

Il est plus que jamais contre-productif d'opposer les services à l'industrie. On brouille les choix des générations futures en leur faisant croire au retour de l'ingénieur en blouse bleue. On aiguille aussi la politique industrielle vers des secteurs obsolètes, au risque de transformer notre économie en un cimetière peuplé de zombies industriels.

Augustin Landier est professeur de Finance à la Toulouse School of Economics ;

David Thesmar est professeur à HEC